

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
FORCES REPUBLICAINES FEDERALISTES
- FRF -

**DISCOURS PRONONCE A L'OCCASION DE LA CONFERENCE DE PAIX,
DE SECURITE ET DU DEVELOPPEMENT DU NORD ET SUD-KIVU,
TENUE A GOMA DU 06 AU 21 JANVIER 2008**

- Excellence Monsieur l'Abbé et Président de la conférence,
- Excellences Mesdames et Messieurs les Membres du Bureau,
- Excellences Mesdames et Messieurs les Membres du Panel des Modérateurs,
- Excellences Mesdames et Messieurs les Membres de la Facilitation Externe,
- Distinguées Délégations,

Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,

C'est avec un grand honneur pour nous de nous exprimer devant cette auguste assemblée à l'occasion de cette conférence de paix, de sécurité et du développement. La conférence qui se tient aujourd'hui a été l'objet de nos revendications et cela pendant plusieurs années. Cet idéal est devenu une réalité qui, espérons-nous, sera à la hauteur des pistes des solutions définitives au conflit ethnique des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

Notre lutte a commencé en 1998. Elle a pour objet de rapprocher les communautés du Kivu d'une part et de demander au gouvernement central de fédérer le Congo pour « inciter les initiatives locales au développement » de l'autre part. Notre organisation a toujours demandé à tous de jouer la carte nationale, c'est à dire de s'ouvrir pour réunir toutes les communautés et toutes les provinces autour des objectifs rassembleurs. La réconciliation, le développement et la politique d'intégration sous-régionale retiennent inlassablement notre attention. Pendant la période citée plus haut, l'Est de la RDC était en guerre et la seule piste à explorer était la réconciliation pour aider les communautés à communiquer et à garder des contacts permanents.

De 1999 à 2002, nous avons procédé aux diverses discussions et échanges avec les chefs Mai-Mai dont notamment le Général DUNIA, le Colonel KAYAMBA, le Colonel NAKABAKA, le Colonel George ALUNDA et d'autres officiers. En 2001, notre représentant le Pasteur AMIRADO va signer un accord dit « Accord de KANANDA » portant protection et circulation libre

des populations enclavées entre les forces Mai-Mai et autres. Tous les villages connaîtront une accalmie car les attaques des uns et des autres avaient cessé. Soulignons en passant qu'en 2001 le Général MASUNZU nous rejoint dans notre lutte, mais il va se désister deux ans plus tard, soit en 2003, après avoir torpillé notre action.

Disons que le plus grand obstacle auquel nous nous sommes toujours butés est le « conflit ethnique » dans le Kivu. C'est un véritable problème sociologique et politique multidimensionnel.

En effet, le conflit ethnique du Kivu est une histoire de longue date qui a fait couler beaucoup d'encre et de salive. Les provinces précitées sont, depuis lors, caractérisées par des préjugés et stéréotypes dont les faits manifestes durent depuis 1964. La communauté Banyamulenge en particulier et tous les TUTSI ont été la cible et ont subi des soubresauts de contestation d'autant que la question de nationalité, donc identitaire, a été faussement utilisée pour leur exclusion totale.

Les extrémistes du Kivu, qui, dès lors, se recrutent dans la classe politique, dans les ONG et dans les chefs ecclésiastiques de différentes confessions religieuses sont (pour des raisons non identifiées) opposés à l'ensemble des TUTSI dans l'Est du pays. Ils tiennent des discours divisionnistes au sein de la population en exacerbant la haine et la méfiance. Pendant que l'aspect morphologique est exploité pour cimenter la différence et opposer les groupes ethniques, il en ressort des réalités telles que, dans une toile de fond identitaire, toute personne au « faciès TUTSI » est taxé de « nationalité douteuse » et par conséquent exclue, tout simplement parce que sa morphologie resterait la preuve d'une nationalité moins sûre. Ceci s'explique également par le fait qu'un étranger à la « morphologie BANTOUE » est facilement toléré et perçu comme étant un Congolais, alors que le Congolais TUTSI est, de façon irréfléchie, étranger et victime d'exclusion. Qui ignore combien des hutus Rwandais et Burundais sont calmement installés à Uvira, dans la Plaine de la Ruzizi jusque dans le territoire de Fizi et devenus Fulero et Bembe ?

Les guerres cycliques qui se déroulent dans l'Est de la RDC constituent les conséquences de l'intolérance caractérisée entre communautés. Curieusement, le pouvoir public cherche à couvrir cette intolérance pour répondre à la volonté de son électorat. Ce pouvoir semble s'inscrire dans la logique de mâter une partie de sa population minoritaire de manière à satisfaire les désirs des extrémistes majoritaires.

Le problème d'exclusion dans l'Est de la RDC a comme soubassement des dissensions politiques auxquelles il faut des solutions politiques. Le manque de volonté politique des décideurs a transformé les différences

culturelles ethniques en un conflit armé. La population est manipulée pour des fins politiciennes et par l'absence de discours cohérent à présenter au peuple. Le principal argument électoraliste était et reste encore l'exclusion des TUTSI Congolais. Pour gagner les élections au Sud-Kivu, il faut brandir la corde ethnique en se montrant plus radicale. Il suffit de dire « ces TUSTI là ne sont pas Congolais, et ils seront chassés dès que les élections sont finies ».

De ce comportement, résultent bien d'actes de harcèlement et d'humiliation des Banyamulenge par des services publics et leurs voisins. Leur situation est déplorable à tous égards et leurs droits littéralement violés, à tel enseigne que personne ne peut prendre les risques de les défendre sous peine de se faire huer ou molester. En vibrant la corde ethnique, les politiciens du Kivu ont occasionné des dégâts considérables. Nous devons donc cesser de verser des larmes de crocodile face à une population désemparée, trompée et trainée dans la boue par des discours flatteurs sans lendemain. Au regard de ce vaste champs pourtant superbe et innocent dans lequel la haine et les divisions ont été plantées, qu'espérons-nous récolter si ce n'est « le vent et la tempête » ?

Vous semez la méfiance, vous récoltez la haine ; vous semez la haine, vous récoltez la guerre ; vous semez la guerre, vous récoltez la mort et le déplacement des populations. La responsabilité de la classe politique du Kivu est aujourd'hui interpellée. Nos leaders politiques : avez-vous quelle vision ? Où voulez-vous nous amener ? Ne serions-nous pas à bord des « véhicules sans phares » ou embarqués dans des « bateaux sans ancre » ? Le peuple doit être attentif à vos actions et la manière dont vous entreprenez les affaires de l'Etat.

Pendant le moment fort de la « nationalité douteuse », de la Commission VANGU, de la Résolution sur la nationalité, le message de la haine a été reçu, enregistré, et gravé dans la conscience collective. Pour l'extirper, il faudra du temps, de l'énergie et des moyens nécessaires à court, moyen et long terme. Ceci me rappelle la citation du savant Américain Einstein : « il est facile de casser un atome que de briser un préjugé social ». Autrement-dit, le préjugé social est plus puissant que la bombe atomique.

Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,

En 1995, la tension est vive, les Banyamulenge sont marginalisés, humiliés et subissent de mauvais traitements de tout genre, à tel point qu'ils sont surnommés « DES BORDS », un sobriquet signifiant purement et simplement « DES CHOSES ». Ils deviennent des bêtes noires à abattre. Les autorités provinciales vont même jusqu'à spolier leurs biens matériels ou les décréter « des biens publics », que des particuliers peuvent donc s'attribuer sans état d'âme. Le Vice-gouverneur du Sud-Kivu lance sur la voie des

ondes un ultimatum de 6 jours, aux Banyamulenge, de quitter le pays pour aller au Rwanda ou au Burundi.

Au déclenchement de la guerre de 1996, des familles Banyamulenge ont été rassemblées et livrées par des autorités locales, puis systématiquement massacrées par leurs voisins immédiats ainsi que les services de l'Etat. Des familles entières ont été décimées à NGANJA, à BARAKA, à LWEBBA, à MBOKO, à UVIRA, à SANGE, à KAMANYOLA, à BUKAVU, à KAVUMU et ailleurs.

Alors que pendant la guerre de 1998 d'autres familles et personnes ont été assassinées à KINSHASA, à MBUJUMAYI, à LUBUMBASHI, à KALEMIE, à VYURA, à MOBA et à MPUETO par le pouvoir public, les militaires Congolais de l'ethnie TUTSI ont été triés parmi leurs frères d'armes, ligotés et fusillés sur ordre de leurs chefs dans la base militaire de KAMINA.

En 2004, le conflit armé entre le Général MBUJAMABE et le Colonel MUTEBUTSI a été une occasion de massacrer les Banyamulenge qui, alors résidaient à Bukavu. Les étudiants ont été sauvagement exécutés dans différentes institutions universitaires au vu et au su du Général. Pire encore, 27 militaires des FARDC appartenant à la communauté TUTSI et qui se battaient contre MUTEBUTSI en affichant leurs loyauté au gouvernement ont été froidement tués à WALUNGU et cela a été classé sans suite. Alors, ne serait-ce pas une manière d'encourager les autres à poser de tels actes ? Nous pensons qu'il faut transformer les FARDC en une armée plus organisée, républicaine, en extirpant les criminels et réprimant toutes tentatives divisionnistes.

Le 04 juin 2004, les militaires des FARDC, les policiers et les civils ressortissants de la communauté Banyamulenge sont contraints de quitter la ville de KALEMIE. Quatre personnes qui y étaient restées ont été lynchées par une population chauffée au blanc par les autorités locales. Un peu plus tard, les Colonels NGABO et FLATERNE ainsi que le Major JEAN-PAUL ont été arrêtés à MINEMBWE et transférés à LUBUMBASHI. Ils sont en prison sans raison depuis juillet 2005, coffrés pour avoir échappé à la mort au Nord-Katanga.

Le 13 août 2004, les Banyamulenge réfugiés au BURUNDI, femme, enfants, hommes et vieillards, soit 166 personnes ont été massacrés par des groupes armés associés et composés essentiellement des Mai-Mai, FNL et autres. Malgré la présence des témoignages, des bandes vidéo et des versions plus ou moins concordantes, le gouvernement congolais ne fournit aucun effort pour savoir la vérité sur cette affaire et le dossier a été classé sans suite. Il faut souligner qu'il existe, à côté de ces massacres cités plus

haut, d'autres tueries de même ordre, par exemple ceux qui ont eu lieu à MAKOBOLA, à KATOGOTA, à KASIKA, etc.

Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,

En 2006, dans le cadre du brassage des groupes armés à Kitona, une bagarre entre deux militaires dans une cuisine va se transformer en une scène de lynchage de tous les militaires au « faciès TUTSI ». Plusieurs d'entre eux ont perdu leurs dents et subi de sérieuses fractures. Cette bagarre avait opposé un militaire Hema au « faciès TUTSI » et un autre de l'équateur.

En juin 2007, une simple rumeur relative à un éventuel retour des Banyamulenge à VYURA a suscité des manifestations violentes de la population locale contre la MONUC, supposée avoir organisée leur rapatriement. Celle-ci a été obligée de plier bagages d'autant plus que la situation était complètement incontrôlée. Si une institution des Nations Unies de cette taille, politique et militaire de surcroît, peut fuir un soulèvement populaire, qu'advient-il donc pour une population civile sans moyen de défense ?

Aujourd'hui comme hier, les Banyamulenge sont discriminés partout où ils se trouvent, dans des bus, dans des rues et ne peuvent accéder aux logements dans des centres-villes, sur ordre à l'attention des populations urbaines par certains politiciens. Les autorités provinciales du Sud-Kivu veulent « nettoyer » les villes de l'Est qui, par ce fait, seront exemptes des TUTSI. Des barrières spécialement érigées et des taxes inédites sont exigées aux seuls Banyamulenge, hommes et femmes tant aux frontières avec les pays voisins qu'à l'intérieur du pays. Ils sont séparés des autres dans des convois de voyage et sont systématiquement fouillés jusqu'aux parties intimes, prétextant de chercher des armes et munitions.

Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,

Avant le déclenchement des hostilités en janvier 2007 à MINEMBWE, nous avons tenté de rencontrer les autorités publiques pour trouver une voie pacifique en réponse à nos revendications. Nous nous sommes rendus à BARAKA en décembre 2006. Nous avons fait de même à MINEMBWE en janvier 2007 et à RUNINGU en mars 2007. Le gouvernement nous a refusé le dialogue et a, en plus, déclenché les hostilités respectivement le 29 janvier et le 09 juillet 2007.

Dans les plateaux de Minembwe, quatre brigades composées d'éléments hétéroclites ont été déployées pour le compte du pouvoir. Il s'agit des éléments intégrés de la 8^{ème} et la 12^{ème} brigades intégrées. Il y a aussi des non intégrés de la 112^{ème} brigade et des milices Mai-Mai. Consécutivement à ce déploiement dans les plateaux de Minembwe, les Banyamulenge

subissent des viols, pillages des troupeaux et objets ménagers, et leurs maisons sont sans raison incendiées. Beaucoup de morts ont été enregistrées, et les femmes et petites filles violées ont succombé de leurs blessures.

Des villages sont pris en otage d'autant plus qu'ils sont entourés par des tranchées. La population ne peut vaquer à ses occupations champêtres et pastorales, ce qui a obligé plusieurs familles à échapper le calvaire en s'exilant au Rwanda ou au Burundi. Le nombre de ceux qui ont fuit les derniers combats de juillet à décembre 2007 est évalué à plus de 15.000 personnes. Le comportement des FARDC face à la population civile crée des conditions tellement difficiles poussant la population à l'exil, au moment où le pays procédait déjà au rapatriement des Congolais qui avaient trouvé asile en RCA, en ANGOLA, en TANZANIE et ailleurs.

Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,

Les Hauts Plateaux de MINEMBWE sont complètement enclavés, pas de route, pas d'hôpitaux, pas d'écoles, pas de services administratifs organisés. Alors que le principe du rapprochement entre l'administration et l'administré est en voie d'exécution sur toute l'étendue du territoire national, la population de Minembwe n'est jusqu'à ce jour pas administré et la justice n'y est pas encore établie. En dépit de cette réalité, toutes les tentatives d'ériger Minembwe en un territoire administratif connaît des heurts. Les raisons ne sont autres que discriminatoires.

Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,

Le conflit ethnique actuel du Kivu est totalement différent des guerres successives de 1996 et 1998. C'est une lutte de caractère antagoniste au sein des communautés locales. En tant que garant de la sécurité publique, le pouvoir central avait intérêt à jouer une neutralité absolue. Un comportement pareil lui permettrait de drainer toutes les aspirations adverses vers un consensus, de manière à résoudre une fois pour toute les conflits au Kivu.

Les principes de la démocratie étant une réalité acceptée par tous, sa valeur réside dans le respect de la minorité aussi bien ethnique que politique par la majorité qu'exerce le pouvoir. La RD Congo exerçant sa démocratie par le principe de la majorité ethnique, elle a par contre intérêt à s'adapter aux principes qui régissent la vraie démocratie pour pouvoir modérer et réguler les écueils et les antagonismes ethniques. Le pouvoir devrait être l'arbitre, le nôtre est malheureusement toujours partie au conflit.

Les accords de LUSAKA de juillet 1999 entre les états africains en belligérances sur le sol Congolais et ceux signés en décembre 2002 à PRETORIA entre les différentes composantes de la crise congolaise, n'ont

pas apporté des propositions des solutions effectives aux conflits ethniques du Kivu ; surtout que la réconciliation n'a même pas commencé.

Les élections de 2006 n'ont pas non plus été à même d'apaiser les esprits. Au contraire, elles ont chauffé à blanc, d'autant qu'en exploitant des antagonismes ethniques, les extrémistes et les lauréats aux élections estimaient avoir trouvé une aubaine pour se débarrasser de l'ethnie TUTSI. Pour parvenir à ce rêve de toujours, ils ont exigé au Président de la République l'option militaire en vue de le réaliser. Les conséquences d'une telle option sont lourdes.

Nous tenons à fixer l'opinion nationale que nous ne sommes pas un mouvement à essence étrangère, contrairement à une campagne orchestrée par certains pour leur positionnement politique au sein du Parti au pouvoir en vue de nous diaboliser.

CONCLUSION

Les raisons de notre lutte peuvent être résumées en ceci :

a) La mauvaise gestion de l'armée

La multiplicité de commandement à la tête de la 10^{ème} région militaire est à la base de la crise d'autorité militaire au niveau de cette région, de la confusion en ce qui concerne le rapport d'hierarchie ainsi que les malentendus ayant conduit aux frustrations et aux conflits armés. Depuis plusieurs années, la région militaire a été dirigée par plusieurs hommes à la fois. Certains de ces responsables n'étaient qu'au service de leurs composantes politiques et à leurs intérêts égoïstes. Dans une armée, cet état de chose ne peut mener qu'à la guerre.

b) La mauvaise gestion des revendications de certaines populations

Comme dit ci-haut, l'intolérance, l'exclusion et la discrimination dont certaines communautés sont victimes, développent le sentiment d'autoprotection qui part de l'incapacité ou de l'impartialité des services publics commis à ces tâches. L'exclusion politique du fait du triomphalisme « tribalo-électorale » et la suppression brutale du Territoire de Minembwe, sans écouter les raisons de cette population, en sont l'illustration.

c) La discrimination au sein des FARDC

Les éléments TUTSI ne se sentent pas sécurisés au sein de l'armée nationale et cet état d'esprit part de cas vécus par les loyalistes TUTSI victimes de leurs loyalisme : KAMINA, WALUNGU, SHABUNDA et

récemment à KITONA. Ceux qui ont tués leurs compagnons d'armes, au lieu d'être sanctionnés, ils sont considérés comme des héros.

d) Une politique de brassage qui n'est pas réaliste

La réconciliation et la sécurité de tous devraient précéder ou accompagner le brassage de l'armée. D'après la commission vérité et réconciliation, la réconciliation a échoué en RDC. Le gouvernement de transition n'y a attaché aucune importance. Aujourd'hui, la commission n'existe plus. Comment voulez-vous que le brassage réussisse pendant que les communautés d'où sont issus ces militaires vivent en tensions mortelles ? C'est vrai que les militaires doivent obéir au règlement, mais ils ne sont pas de machines, ce sont des êtres humains.

e) L'insécurité

Nous assistons depuis des années à une insécurité sélective à l'endroit des populations tutsi. Cette insécurité vient des Mai-Mai, des services de sécurité, et même des FARDC. Il existe au SUD-KIVU des tracasseries, des humiliations, des traitements discriminatoires qui font que les Banyamulenge soient comme des démis citoyens, des objets et pas des humains. Même celui qu'on n'aime pas, tant qu'il est être humain, il a droit à un minimum d'égard. Nous vous épargnons de détails, mais c'est uniquement inacceptable, insupportable, ingérable. Le pouvoir public laisse faire, ses préposés font la pluie et le beau temps. Ils arrêtent, jugent, exécutent, ils sont juges et partie, en particulier, les FARDC, LAPOLICE NATIONALE, L'ANR, LA DGM.

Notre organisation réaffirme aujourd'hui qu'elle reconnaît les institutions issues des élections. Nous avons toujours réclamé que nous soyons entendues et qu'un dialogue sincère soit le seul moyen de répondre à nos revendications. A notre surprise, le gouvernement a toujours répliqué par des attaques et la dernière a été effectuée pendant que nous répondions à un rendez-vous avec le commandement de la 10^{ème} région militaire à Minembwe en janvier 2007. Une attaque surprise menée contre nos éléments logés dans un village autour de Minembwe, à ILUNDU a fait beaucoup de victimes et la suite a été un désastre que nous regrettons. Nous pensions que c'était l'affaire de seuls services locaux, mais la surprise désagréable est de constater que même les promesses ou rendez vous donnés par de hauts responsables ne sont pas tenus. Nous espérons que cette conférence fera la différence.

RECOMMANDATIONS

En ce qui nous concerne, nous estimons que la réconciliation avec une réelle volonté politique est le seul moyen possible pour venir à bout du conflit ethnique dans le Kivu. Enfin, nous souhaiterions à ce que cette conférence soit une occasion inédite de réconcilier et de sécuriser les communautés du Kivu en adoptant les recommandations ci-après :

1. Réformer et rééduquer l'armée, la police et les services de sécurité dans le cadre du respect des droits humains et de bonne gouvernance ;
2. Assurer et appliquer une politique de protection des militaires aux « faciès TUTSI » au sein des FARDC ;

3. Etudier les conditions adéquates de sécurisation pour toutes les communautés dans le Kivu ;

Des pistes suivantes sont à explorer :

- a) multiplier des palabres africains dans les villages,
- b) organiser des réunions conjointes pour les populations des diverses communautés dans chaque contrée,
- c) envoyer des messages de paix et réconciliation dans les villages, cités et villes. Ce message fort de réconciliation doit venir d'abord du sommet de l'Etat.
- d) mettre à la disposition de deux provinces des commissions permanentes de réconciliation,
- e) créer une vraie commission « Vérité et Réconciliation » pour organiser et contrôler les structures de base chargées de la même mission avec des responsables non conflictuels.

4. Organiser le rapatriement des réfugiés Congolais qui sont au Burundi, au Rwanda, en Uganda et en Tanzanie, et cela dans un Congo pacifié, en créant au préalable de meilleures conditions d'accueil ;

Des pistes des solutions à explorer

- a) la conférence devra envoyer une ou deux délégations dans les camps des réfugiés au Burundi, au Rwanda, en Uganda et en Tanzanie pour leur transmettre le message de paix, écouter leurs revendications et voir dans quelles conditions ces compatriotes vivent,
- b) la conférence devra faire le plaidoyer pour la réinstallation des populations déplacées dans leurs villages,
- c) la conférence devra songer à favoriser l'arrivée au pays des délégations des réfugiés pour leur participation aux réunions de paix qui seront, nous l'espérons, organisées dans leurs contrées d'origine dans le cadre du suivi de la conférence. Néanmoins, c'est regrettable qu'à une conférence comme celle-ci, ces

compatriotes qui sont dans les camps de réfugiés n'aient pas été invités.

5. Ordonner une enquête internationale sur les crimes commis dans l'Est du Congo de 1996 à ce jour, y compris, le massacre de GATUMBA au Burundi, et sanctionner les coupables ;
6. Rapatrier les restes des corps des victimes de GATUMBA pour leur enterrement en RDC ;
7. Par une loi, interdire aux politiciens d'exploiter les antagonismes ethniques en toutes circonstances et dans l'exercice de leurs fonctions pour un positionnement politique ; Eriger en infraction, le tribalisme, la discrimination et l'intolérance ;
8. Accorder à MINEMBWE le statut de territoire. Ceci est une demande des populations de toutes les ethnies qui habitent cette partie de la République;
9. Briser l'isolement des hauts plateaux et autres entités abandonnées, en y construisant des infrastructures de base (route Fizi-Mwenga en passant par Minembwe, les écoles, hôpitaux, cadres de technologies de communication de l'information, etc.) ;
10. Rapatrier tous les groupes armés étrangers ;
11. Organiser des négociations directes entre le Gouvernement de la RDC et notre mouvement, afin d'examiner notre cahier de charges par l'interlocuteur compétent et parvenir à une paix des braves.

Que vive la République Démocratique du Congo,

Que vive la Conférence de paix, de sécurité et du développement du Kivu,

Que vive la réconciliation entre les fils et filles du Kivu.

Je vous remercie.

Fait à KAMOMBO, le 28 décembre 2007

Pour les Forces Républicaines Fédéralistes – FRF

Zebedée GASORE
Délégué

This document was created with Win2PDF available at <http://www.win2pdf.com>.
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.
This page will not be added after purchasing Win2PDF.